

Relire Fariba Adelkhah pour comprendre la victoire des talibans

Fariba Adelkhah
CERI-Sciences Po (Paris)

Sociétés politiques comparées, 54, mai-août 2021

ISSN 2429-1714

Éditeur : Fonds d'analyse des sociétés politiques, FASOPO, Paris | <http://fasopo.org>

Citer l'article : Fariba Adelkhah, « Relire Fariba Adelkhah pour comprendre la victoire des talibans », *Sociétés politiques comparées*, 54, mai/août 2021,
http://www.fasopo.org/sites/default/files/charivaria_n54_2.pdf

Résumé

Les distorsions que l'intervention occidentale a fait subir à la société afghane procédaient d'un effet de ciseau. D'une part, les acteurs étrangers sont demeurés prisonniers d'une approche culturaliste du pays qu'ils ont contribué à traditionaliser, et notamment à ethniciser. D'autre part, l'aide au développement a recelé un potentiel de déstabilisation de la société « traditionnelle » en ignorant les arcanes. Cette contradiction est grosse de conflictualité dont les logiques complexes résident dans les méandres de la localité et de la segmentarité que ne pénètrent pas les acteurs étrangers. Depuis plusieurs décennies, la mobilité des populations a été le principal moyen de leur survie, voire de leur enrichissement. Face à la rareté des terres arables et à la pression démographique, il ne peut y avoir de développement de l'Afghanistan sans mobilité internationale des Afghans. Alors que le monde, depuis quinze ans, ne voit plus l'Afghanistan qu'à travers la menace djihadiste, le pays adresse à l'Europe un autre message dont l'afflux des réfugiés révèle aujourd'hui la complexité : comment concilier la formation d'un État de droit répondant aux normes internationales, générant un minimum de croissance économique et de justice sociale, avec l'impératif de mobilité des hommes et l'interaction d'une diaspora forte de plusieurs millions de personnes ?

Read Fariba Adelkhah again to understand the Taliban's victory.

Abstract

The distortions that Western intervention caused in Afghan society were the result of a scissor effect. On the one hand, foreign actors remained prisoners of a culturalist approach to the country, which they contributed to traditionalise, and in particular to ethnicise. On the other hand, development aid has had the potential to destabilise “traditional” society by ignoring its mysteries. This contradiction is fraught with conflict, the complex logic of which lies in the meanders of locality and segmentarity that foreign actors do not penetrate. For several decades, the mobility of populations has been the main means of their survival, and even of their enrichment. Faced with the scarcity of arable land and demographic pressure, there can be no development in Afghanistan without the international mobility of Afghans. While the world, for the past fifteen years, has only seen Afghanistan through the jihadist threat, the country is sending another message to Europe, the complexity of which is now revealed by the influx of refugees: how can the formation of a state governed by the rule of law that meets international standards, generating a minimum of economic growth and social justice, be reconciled with the imperative of human mobility and the interaction of a diaspora of several million people?

Mots-clés

Afghanistan ; État de droit ; interventions occidentales ; invention de la tradition ; migration ; mobilité.

Keywords

Afghanistan; invention of tradition; migration; mobility; rule of law; Western intervention.

Au moment où nous bouclons le dernier numéro de Sociétés politiques comparées, le monde entier est saisi d'émotion face à l'exode d'une partie de la population afghane à la suite de la prise du pouvoir par les talibans. Il nous a semblé important de rappeler les travaux que notre collègue et amie avait menés sur cette société pour aller-au-delà de cette incrédulité et de cet effroi¹.

Nous remercions le CERI d'avoir autorisé la reproduction de la conclusion de cette Étude, que vous pouvez lire en entier sur le site du CERI : https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/Etude_221.pdf et Jean-François Bayart d'avoir écrit un avant-propos.

~

Fariba Adelkhah a d'abord rencontré les Afghans à travers ses recherches sur la société iranienne, en travaillant sur l'immigration. En 2006, elle en a tiré une remarquable Étude du CERI², et une saine colère à l'encontre de la xénophobie dont les Afghans sont l'objet. Aujourd'hui même elle déplore que les immigrés et réfugiés soient tenus à l'écart du programme passablement erratique de vaccination contre la Covid 19, alors qu'ils sont étroitement insérés dans le tissu social iranien et vont de porte en porte comme gardiens, ouvriers ou domestiques. Dans le même esprit elle a mis en valeur, dans Les Mille et une frontières de l'Iran. Quand les voyages forment la nation (Karthala, 2012), la contribution des Afghans à la culture persanophone, aussi bien en Afghanistan qu'en Iran ou dans la diaspora.

Néanmoins, c'est après avoir renoncé à consacrer ses travaux à l'Iran, en 2009, en déplorant dans une lettre ouverte au président de la République islamique Mahmoud Ahmadinejad³, que les chercheurs y soient considérés comme des espions à la solde de l'étranger, à la suite de la condamnation de la doctorante française Clotilde Reiss, que Fariba Adelkhah s'est résolument engagée dans la compréhension de la société afghane à travers le prisme de sa minorité chiite hazara. Fidèle à sa méthode, elle a réalisé d'exceptionnelles enquêtes de terrain, notamment dans les quartiers ouest de Kaboul, à Bamyan, à Herat, à Mazar-e Sharif, qui l'ont amenée à poser des questions de portée beaucoup plus large, à problématiser le rapport de la violence à la question foncière, et à jeter un regard impitoyable de lucidité sur la « construction » de l'État sous pavillon étranger.

Avec l'autorisation du CERI, SPC reproduit ici la conclusion de l'une de ses études dont la (re)lecture nous confirme aujourd'hui que le « gouvernement transnational de l'Afghanistan » par les puissances (et les ONG) occidentales conduisait à une « si prévisible défaite », pour reprendre le titre du dernier ouvrage de Gilles Dorronsoro (Karthala, 2020).

Au moment de son arrestation à l'aéroport de Téhéran, le 5 juin 2019, Fariba Adelkhah poursuivait une nouvelle recherche sur la circulation des clercs et des fidèles chiites entre l'Afghanistan, l'Iran et les lieux saints d'Irak. Nous attendons avec impatience que son innocence soit enfin reconnue et qu'elle puisse reprendre son enquête dont Sociétés politiques comparées avait déjà publié un avant-goût savoureux⁴. Nul ne doute que du périmètre de 300 mètres autour de son appartement téhéranais, auquel elle est désormais

¹ « Guerre et (re)construction de l'Etat en Afghanistan : conflits de tradition ou conflits de développement » (2017) : <https://journals.openedition.org/poldev/2451> en français; <https://journals.openedition.org/poldev/2326> en anglais

« Guerre, reconstruction de l'Etat et invention de la tradition en Afghanistan » (2016) : https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/Etude_221.pdf

Sous sa direction, « Guerre et terre en Afghanistan » (2013) : <https://journals.openedition.org/remmm/7936>

« Les madrasas afghanes chiites à l'aune iranienne : anthropologie d'une dépendance religieuse » (2011) : <https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/etude173.pdf>

« Les Afghans iraniens » (2006) : <https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/etude125.pdf>

« Qui a peur du mollah Omar ? L'économie morale du talibานisme dans le Golfe » (2001) : <https://spire.sciencespo.fr/hdl/2441/1d1vlhp8p7t3k7k96g08f4k0/resources/ci12p22-29.pdf>

² <https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/etude125.pdf> Est-ce normal que ce soit en italique ?

³ <https://www.courrierinternational.com/article/2009/09/10/contre-le-regime-de-la-peur-en-iran> Idem.

⁴ http://fasopo.org/sites/default/files/charivarial_n42.pdf

assignnée, elle suive avec attention et anxiété le déroulement des événements en Afghanistan. Nous regrettons qu'elle ne puisse nous éclairer sur la réalité sociale du nouvel exode que ceux-ci provoquent. Plus que jamais nous avons besoin de l'acuité de ses analyses anthropologiques alors que les gouvernements occidentaux traitent par le mépris, l'ignorance et l'inhumanité les migrants afghans dont ils ont en bonne part provoqué le malheur. Lisons-la, relisons-la pour continuer à penser avec elle.

Jean-François Bayart

~

Les distorsions, parfois dramatiques, que l'intervention occidentale fait subir à la société afghane procèdent d'un effet de ciseau. D'une part, les bailleurs de fonds, les opérateurs institutionnels étrangers, les ONG demeurent prisonniers d'une approche culturaliste, sinon orientaliste, du pays qu'ils contribuent de la sorte à traditionaliser, et notamment à ethniciser. Ils seront les premiers, par exemple, à invoquer la « coutume » (*ravaj*) et à solliciter l'avis des « anciens » pour mettre en œuvre leurs projets. Sans trop comprendre que les conseils recueillis peuvent être inspirés par des intérêts matériels ou des alignements factionnels, et aggraver dès lors les conflits sociaux, en particulier agraires, dont ils participent – un piège dans lequel est tombée la Banque asiatique de développement en se fiant aux arbitrages des notables sans se préoccuper des éventuels titres de propriété qui pourraient leur être opposables. Sans trop s'interroger non plus sur les contradictions entre une « coutume » qui privilégie les hommes sur les femmes, les frères sur les fils, les aînés sur les cadets, le fusil sur le papier, et leurs propres objectifs d'*empowerment* des catégories sociales subalternes, en particulier des femmes, et de construction d'un État rationnel-légal de droit, et donc bureaucratique. De même, les étrangers prennent pour argent comptant le caractère islamique de la société afghane et de son droit local. Or cette dernière n'a précisément pas toujours grand-chose d'islamique, notamment pour ce qui est du foncier et de l'héritage, que ne régit pas le fiqh, le droit islamique.

D'autre part, l'aide au développement recèle un potentiel de déstabilisation de la société « traditionnelle » en ignorant les arcanes, en rêvant de faire table rase du passé, en accélérant sa monétarisation et sa marchandisation, en encourageant une titrisation de la propriété qui mine les droits de mitoyenneté et les compromis historiques de voisinage, en créant de nouvelles minorités sans pouvoir les sécuriser, en fournissant éducation et emploi – et donc les ressources de contester leur subordination sociale – à une infime partie des femmes et des jeunes hommes, et en inaugurant ou en confortant de nouveaux répertoires de légitimité politique ou professionnelle le plus souvent au détriment des autorités de la « coutume ».

Cette série de contradictions, inhérentes à l'aide au développement, est grosse de conflictualité sociale, politique, voire militaire. Or celle-ci trouve ses logiques complexes dans des arcanes de la localité (*manteqa*) et de la segmentarité (*qawm*) que ne pénètrent pas les gouvernements étrangers, les bailleurs de fonds et leurs ONG supplétives, sinon à travers le prisme déformant et outrageusement réducteur de la construction culturaliste de la société afghane. Le point aveugle de la simplification et de la réification de cette dernière, dans les termes trompeurs de la tradition et de l'ethnicité, est sa transformation radicale sous l'effet de la guerre et de l'émigration. Au fond, le meurtre de Farkhunda⁵ ne fait peut-être que révéler l'hétérogénéité et

⁵ « Le 19 mars 2015, dans le quartier de Shah-i Dushamshira, cette jeune femme de 27 ans a été lynchée en public à coups de pierre et de bâton, avant de se faire rouler dessus par une voiture puis brûlée, sans doute vive, et jetée dans la rivière. Les images, insoutenables, de la scène ont fait le tour du monde, suscitant nombre de commentaires sur le "fanatisme musulman". Les Afghans eux-mêmes n'ont pas été en reste dans ces assertions. Farkhunda semble s'être rendue au *mandawi* (lieu de rassemblement en pachto, et par extension bazar) où, pour des raisons que l'on ignore tant le récit public ou la simple rumeur en ont colporté des versions différentes, elle serait entrée en conflit avec un vendeur de talismans (*taviz newis*), dispute au cours de laquelle elle aurait « brûlé un coran » – plus vraisemblablement un talisman.

Néanmoins, sa mise à mort barbare révèle bien d'autres choses que le « fanatisme musulman ». Les tueurs eux-mêmes étaient tout au plus une vingtaine, jeunes, pour certains imberbes, vêtus d'un teeshirt et ne portant pas le *longui* (turban). Autrement dit, rien n'indique qu'ils faisaient partie des talibans, d'ailleurs nul ne l'a prétendu... Surtout, que dire des centaines, voire des milliers de spectateurs qui ont assisté au supplice de Farkhunda pendant probablement deux heures, la plupart silencieux, certains filmant la scène avec leur smartphone ? Que dire aussi de la présence d'enfants ce jeudi, jour de sortie familiale, contemplant l'exécution sans que personne ne songe à les en écarter ? Que dire, enfin, des policiers qui ont interrogé la jeune femme, le visage déjà en sang, dans un bâtiment, sans doute administratif, un commissariat peut-être, et

la fragmentation sociales qui se sont amplifiées depuis la fin des années 1970 : une scène de vie, ou de chasse, que contemplent des spectateurs indifférents, amusés ou excités, enchâssée dans l’ordinaire d’un jeudi après-midi, entre dévotions, déambulations familiales dans les jardins publics, shopping dans cette bonne ville de Kaboul où se succèdent alertes, attentats-suicides, attaques de talibans, irruptions intempestives de la police sur les lieux des explosions – et plus redoutées encore que ces dernières : chacun sait qu’il vaut mieux quitter précipitamment le site avant l’arrivée des prétenus secours et des forces dites de l’ordre⁶ !

Les opérateurs étrangers du développement, toujours pressés par le calendrier de l’année civile qui commande leurs budgets, tributaires d’intermédiaires choisis en fonction de leur commodité d’accès, de leur maîtrise de l’anglais et de leur entretien managérial, se meuvent en Afghanistan comme des éléphants dans un magasin de porcelaine. Pis, ils chargent les lignes sociales de conflit d’enjeux inédits, de nature foncière, commerciale, bancaire, salariale, éducative. Les trois piliers sur lesquels repose la société afghane – *zan* (la femme), *zar* (l’argent), *zamin* (la terre) – sont devenus des facteurs de compétition et d’affrontement. Le « développement », la croissance économique, l’internationalisation du commerce sont en eux-mêmes des facteurs de conflictualité, par les ressources qu’ils génèrent et par les convoitises qu’ils excitent. Le meilleur exemple en est sans doute le contrôle économique, politique et militaire des « ports » (*bandar*), que la hausse des flux d’importation – plus que d’exportation, jusqu’à preuve du contraire – rend particulièrement désirable, voire nécessaire, pour qui prétend participer à la vie politique et à la course à l’enrichissement⁷. Dans le même temps, l’État de droit, de type rationnel-légal et bureaucratique, si tant est qu’il puisse voir le jour, faute de ressources politiques et financières, ne semble pas le mieux placé pour résoudre pacifiquement les conflits sociaux, en particulier fonciers. Les procédures informelles d’arbitrage entre protagonistes, dans lesquelles excellent les talibans, sont sans doute mieux adaptées aux conditions concrètes du pays, en tout cas de ses campagnes, même si elles tendent à reproduire la domination sociale⁸. Pareillement, la question cruciale de la coexistence entre pasteurs et agriculteurs ne trouvera pas de solution « capitaliste » aisée, et tout processus de titrisation exclusive des terres arables, ou de marchandisation des pâtures, aura des conséquences dévastatrices⁹.

La difficulté est que, sur le terrain, les acteurs réclament simultanément des titres de propriété – seule garantie, à leurs yeux, fût-elle illusoire, de la protection de leurs biens – et le respect des droits coutumiers, en particulier de voisinage, qui véhiculent une éthique de la responsabilité collective. Les donateurs se trouvent dès lors devant un dilemme politique redoutable. Soit ils continuent d’appuyer un processus d’appropriation privée des ressources, notamment foncières, sous couvert de centralisation et de « démocratisation » d’un État bureaucratique que l’on s’imagine « de droit ». Soit ils acceptent d’entrer en conflit avec les intérêts de la classe dominante que l’intervention militaire de 2001 a remise en selle, et ils

l’ont laissée repartir, voire rendue à la foule, sans que les images nous permettent de comprendre le déroulement exact des faits ? Plus qu’à la religion, la tragédie fait penser, par l’excitation de ses protagonistes, aux combats de perdrix (*charg jangi*, ou *kaw jangi*) qui distraient la foule masculine le vendredi dans les jardins publics de Kaboul – des perdrix que l’on soigne et nourrit pendant de longs mois et que l’on promène dans l’air pur des montagnes pour les préparer à un affrontement dont l’enjeu financier est loin d’être négligeable, paris et reventes d’animaux aidant. Comme dans les combats de perdrix, mais aussi bien de coqs, de chiens, de dromadaires ou de bœufs, les spectateurs de la mise à mort de Farkhunda étaient exclusivement masculins, et la scène s’est déroulée non pas au fond d’une province perdue mais au cœur de la capitale. Ce fait divers sordide interroge moins l’islam que l’indifférence ou l’excitation de la société à la vue du sang criminellement versé, après treize années de présence militaire, économique et humanitaire occidentale, et l’aide à la reconstruction de l’État qui est allée de pair, ainsi que l’ont rappelé *Avizan* (Suspended), une exposition-performance troublante de l’artiste Elias Alavi à l’Institut français d’Afghanistan à l’hiver 2013, ou encore, à l’automne de la même année, les performances de Kobra Khademian. », Fariba Adelkhah, « Guerre, reconstruction de l’État et invention de la tradition en Afghanistan », *Les Études du CERI*, 221, mars 2016, pp. 27-28.

⁶ Les soldats afghans sont réputés « arroser » généreusement leurs cibles, selon la technique du *spray and pray*, comme le disent méchamment les marines américains. Voir Rajiv Chandrasekaran, *Little America. The War within the War for Afghanistan*, New York, Alfred A. Knopf, 2012, p. 141, à propos de la bataille de Marja, dans le Helmand, en 2009.

⁷ Tel était le grand enjeu de l’élection présidentielle de 2014. Voir Fariba Adelkhah, « Élection présidentielle afghane, Ghani ou Abdullah ? », *Liberation*, 11 août 2014.

⁸ Voir Ahmad Reza Sadeghi, « La protection de la propriété terrienne entre loi et arbitrages », Adam Baczko, « Les conflits fonciers comme analyseurs des guerres civiles : chefs de guerre, militaires américains et juges Taliban dans la Kunar » et Antonio De Lauri, « Terre, normes de propriété et litiges à Kaboul », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 133, 2013, respectivement pp. 83-91, 115-132 et 133-149.

⁹ Liz Alden Wily, « The battle over pastures: the hidden war in Afghanistan », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 133, 2013, pp. 95-113. Je ne crois pas que rajouter ce point soit trahir l’Etude du CERI.

décident de financer en priorité des solutions de gestion collective et mutualisée des ressources, selon les logiques d’arbitrage et de voisinage qui constituent l’un des ressorts de la paix civile. Par ailleurs, l’addition de la rareté des terres arables, dans un pays aussi montagneux et aride que l’Afghanistan, et de la pression démographique rend illusoire tout décollage endogène. Depuis plusieurs décennies, la mobilité des populations a été le principal moyen de leur survie, et parfois de leur enrichissement, au moins relatif. Le levier qu’ont représenté, depuis trente ans, les remises des émigrés pour la transformation de la société plaide de lui-même. À l’inverse, toute entrave à la circulation des hommes aggrave les tensions internes, comme l’ont illustré, dès la fin des années 1940, l’accession à l’indépendance du Pakistan, le blocage des transhumances transfrontalières des Kuchi et le surcroît de pression sur les pâturages du Hazarajat qui s’en est suivi, au détriment des Hazara. Il ne peut y avoir de développement de l’Afghanistan sans mobilité internationale des Afghans, même si celle-ci prend parfois la forme du trafic de drogue ou, comme dans le cas des quelque cinq mille Hazara combattant en Syrie pour le compte du régime de Bachar al-Assad, du mercenariat¹⁰. Tous les financements, toutes les politiques qui seront déconnectés de cette évidence seront vains du point de vue des transformations sociales ou de la croissance économique, sans même parvenir à « fixer » les populations, comme l’espèrent les États occidentaux ou l’Iran.

Alors que le monde, depuis quinze ans, ne voit plus l’Afghanistan qu’à travers le prisme réducteur de la menace djihadiste, du fait de l’extrémisme des talibans et du danger qu’ils représentent pour le système international, le pays a adressé à l’Europe un autre message, que celle-ci n’a pas voulu entendre, et dont l’afflux des réfugiés révèle aujourd’hui l’acuité et la complexité : comment concilier la formation d’un État de droit répondant aux normes internationales, générant un minimum de croissance économique et de justice sociale, avec l’impératif de mobilité des hommes et l’interaction d’une diaspora forte de plusieurs millions de personnes ? Il serait excessif de dénier à l’intervention étrangère de 2001 tout mérite. Le nouveau régime, incontestablement, a créé un espace politique incluant, sinon sur un pied d’égalité, du moins sur un pied de vraie compétition, et de compromis possibles, l’ensemble des groupes dits « ethniques » du pays autour du partage de la manne financière extérieure, celle-ci jouant en quelque sorte le rôle de l’impôt dans l’État occidental. Ce n’est pas rien au regard de l’histoire de l’Afghanistan depuis deux siècles. Mais ce mode de développement demeure lourd de déséquilibres et d’incertitudes.

L’AUTRICE

Fariba Adelkhah est directrice de recherche à la Fondation Nationale des Sciences Politiques (CERI-Sciences Po, Paris) et membre fondatrice du Fonds d’Analyse des Sociétés Politiques (FASOPO). Ses travaux portent sur l’analyse anthropologique des sociétés iranienne et afghane, et sur leur insertion dans l’espace régional et mondial. Elle est arbitrairement détenue en Iran depuis le 5 juin 2019 en dépit de la large mobilisation internationale en faveur de sa libération immédiate et inconditionnelle.

¹⁰ On estime entre 8 000 et 10 000 les combattants du Hezbollah libanais et les miliciens chiites irakiens, et à plus de 5 000 les Afghans hazara s’étant mis au service de Bachar al-Assad, à l’instigation et avec le financement de la République islamique d’Iran. Voir Hélène Sallon, « Après l’accord avec l’Iran, les espoirs d’Assad », *Le Monde*, 23 juillet 2015, p. 2 et Rodolphe Gérard, « En Syrie, des Afghans chiites combattent pour le compte de l’Iran », *Le Monde*, 2 février 2016.